
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. LXXIX.

Du Mardi 15 Septembre 1789.

Séance du Samedi au soir.

M. de Vimphen a ouvert la séance en proposant d'établir un comité militaire ; il a présenté les divers objets dont il doit s'occuper.

Ensuite M. du Fraisse a fait un rapport du comité de judicature , relativement aux articles IV & VII des arrêtés du 4 août ; il a lu un projet d'arrêté tendant à remettre l'ordre judiciaire en activité. MM. le duc de Mortemart & Target en ont développé l'objet.

Sur quoi plusieurs membres , & notamment M. Emery , ont observé que cet arrêté étant relatif aux arrêtés du 4 août , il ne pouvoit y avoir lieu à délibérer sur le rapport du comité judiciaire , qu'après que ces arrêtés seroient sanctionnés.

M. l'abbé Mauri pensoit au contraire qu'on ne pouvoit

Tom. II.

Q 9

pas sanctionner un décret qui n'étoit pas encore rédigé précisément en loi, & qui annonçoit d'autres loix pour en développer les dispositions.

M. l'abbé d'Eymar ajoutoit que ses commettans l'avoient chargé de demander une autre rédaction des décrets du 4 août.

M. Target opposoit à ces deux opinions, que le décret du 4 étoit une loi complète qui, à la vérité, en nécessiteroit d'autres; mais que le décret étant définitivement arrêté, il y a lieu de l'envoyer à la sanction.

Après ces débats, l'assemblée a décidé que le décret du 4 août seroit incessamment présenté à la sanction royale; & que jusqu'alors il n'y avoit pas lieu de délibérer sur la proposition du comité.

Séance d'hier au matin.

Le recensement du scrutin a donné à l'assemblée nationale trois nouveaux secrétaires, MM. Desmeuniers, le vicomte de Mirabeau & l'abbé d'Aymar. M. de Clermont-Tonnerre, que le règlement avoit porté à la présidence ces jours derniers, vient d'y être rappelé par la confiance de l'assemblée. C'est lui-même qui a annoncé le résultat des suffrages, en ces termes :

M E S S I E U R S ,

« Destiné pour la seconde fois, par vos suffrages, à l'honneur de présider l'assemblée nationale, ce qui eût plus que payé les services de ma vie entière, devient l'encouragement de ma jeunesse. Je me flatte de mériter un jour ce que vous faites aujourd'hui pour moi. Vos bontés, Messieurs, doublent mes obligations, elles n'ajoutent rien

à mon zèle; je ne forme qu'un seul vœu, c'est qu'elles puissent doubler mes forces. »

M. le président a dit ensuite qu'il s'estimoit heureux de porter l'offrande de 2400 livres, faite à la patrie par un député de l'assemblée nationale, qui n'a pas voulu être connu.

Un célibataire a disposé pour le même objet, d'une somme de 600 livres en billets de caisse.

Un jeune-homme, juif, membre d'un district de Paris, a remis aussi à la caisse nationale 25 louis, & M. Mournier, commissaire priseur, a offert de faire gratuitement la vente des divers effets déposés dans le trésor de la nation.

On a fait mention des adresses d'Auxois, de Draguignau en Provence, & de Craponne en Velay, qui remercient l'assemblée d'avoir supprimé la féodalité; une autre adresse supplioit l'assemblée de ne pas se séparer avant d'avoir achevé la constitution. La sénéchaussée de Montelimart a annoncé qu'elle alloit rendre la justice gratuite. De pareils bienfaits devroient être inscrits sur le registre des dons offerts à la nation. Les religieux bénédictins de Dijon, ont demandé à l'assemblée de ne pas supprimer leur ordre, qui vraiment a mérité de la nation en défrichant les terres & les lettres, & qui réunit au mérite d'écrire l'histoire, celui de travailler à l'éducation publique.

On a fait encore mention des adresses du bourg Saint-Pierre-les-Normandie, du conseil permanent d'Aubenas, des électeurs de Bourg en Guyenne, des Bourg & vallée de Campan en Bigorre, qui demandent la destruction des tribunaux d'exception & celle d'Abbeville, qui annonce que les troupes ont prêté le serment le 30 août.

Les mêmes honneurs rendus aux députés des laboureurs.

de Champeuil, ont été accordés à M. Oseray, cultivateur propriétaire de Chartres, qui a offert à l'assemblée nationale le produit de trente-six quintaux de bled qu'il a fait porter à Versailles. Après cette offre annoncée par les députés de Chartres, l'assemblée a désiré que le généreux cultivateur fut introduit. Il a paru au bruit des applaudissemens, & M. le président lui a dit : « Tous les actes de patriotisme sont précieux à l'assemblée nationale ; le vôtre mérite son approbation sous un double rapport : Vous avez apporté du bled dans cette ville, & vous en consacré le prix à la libération de l'état ; à ce double titre l'assemblée vous remercie & vous permet d'assister à sa séance ».

La question du renouvellement des députés *partiellement* ou en *totalité* à chaque législature, étoit demeurée indécise ce dernier jour ; on est allé aux voix en la forme ordinaire ; il a été décidé unanimement que le renouvellement seroit total à chaque législature.

On alloit reprendre, suivant l'ordre du jour, la question relative à la durée du *veto suspensif*, lorsque M. Barnave a fait la motion tendante « à ce qu'il soit surfis à l'ordre du jour, jusqu'à ce que le Roi ait ordonné la promulgation des arrêtés du 4 août. »

M. Barnave fonde cette motion sur trois considérations ; la première, sur ce que les arrêtés avoient été faits par l'assemblée exerçant le pouvoir constituant ; la seconde, sur ce qu'ils ont été faits antérieurement à la loi du *veto suspensif* ; ce dernier droit de refuser n'étant pas dans les droits naturels du monarque, mais seulement une concession faite par la nation. La troisième étoit prise de ce que ces arrêtés avoient été répandus & acceptés dans le royaume ; que les peuples appaisés & satisfaits comptoient sur leur

exécution ; que la suspendre pendant quelques législatures , feroit faire renaitre les troubles.

On auroit pu ajouter que la plupart de ces arrêtés étant des objets essentiels de la constitution , ne pouvoit pas être soumise au *veto* suspensif , & que des sacrifices faits par tous les ordres & par toutes les provinces , ne devoient pas être rétractés ni retardés au moment de constituer le royaume.

Ces vues politiques n'ont pas échappé à M. de Mirabeau : « Lorsque , par une sage & prudente déférence , a-t-il dit , vous vous êtes déterminés à jeter un voile religieux sur cette grande question , si la constitution doit être sanctionnée ; ce n'étoit pas pour l'obscurcir , c'est plutôt parce que son évidence vous paroissoit telle , qu'il étoit inutile de la présenter. Les arrêtés du 4 août sont émanés du pouvoir constituant , & il faut convenir que vous n'auriez jamais pu remplir vos mandats sans déblayer , sans décombrer le terrain sur lequel vous deviez construire. Les arrêtés du 4 ne sont pas des loix , mais des principes & des bases constitutionnelles ; lorsqu'à la dernière séance , vous les avez envoyé à la sanction , c'est à la promulgation que vous avez entendu les présenter ; ainsi je conclus à ce qu'il ne soit plus délibéré sur aucun article qui tient à la prérogative royale , que ces arrêtés ne soient promulgués.

M. de Virieux n'étoit pas touché de ces considérations , il réclamoit l'ordre du jour , en disant que les arrêtés étoient un mélange de constitution & de législation ; qu'il falloit continuer à s'occuper de la prérogative royale , qui étoit le contrepoids nécessaire au peuple contre la force de l'assemblée nationale ; que dans le moment où l'autorité légitime étoit affoiblie , on devoit consacrer l'existence & le légitime pouvoir du monarque ; que lorsque l'assemblée avoit été

convoquée, la prérogative royale étoit *préexistente*, & que l'on n'avoit pas le droit d'altérer le vœu des commettans. Il concluoit que l'ordre du jour ramenoit à la fixation de la durée du *veto* sus perfis.

M. Maranda a dit que s'il existoit encore des hommes dans l'assemblée, il diroit au premier que le 24 août, ses agens ont écrit pour demander des renseignemens sur les biens ecclésiastiques, en disant que l'assemblée avoit fait une mauvaise opération, & qu'elle alloit d'un train que personne ne pouvoit suivre; ainsi, disoit M. Maranda, je crois qu'il est essentiel de s'occuper des arrêtés du 4. Ces objets sont constitutionnels, & sans eux vous ne ferez jamais un travail utile. Si le régime féodal pouvoit exister encore, bientôt on verroit les ordres se former de nouveau & se rétablir dans leur ancien état. Vous ne demandez pas une sanction de *veto* mais une sanction de promulgation: c'est un édit sur lequel viendront ensuite des déclarations.

M. l'abbé de Montesquiou, croyant être occupé comme agent du clergé, a pris la parole, en assurant qu'il n'avoit point écrit de lettre circulaire, qu'il avoit seulement demandé à des maisons religieuses l'état de leurs biens, & qu'il dit qu'il crovoit que l'assemblée avoit fait une mauvaise opération en finance. Il a ajouté que plusieurs membres du comité ecclésiastique lui avoient demandé des renseignemens sur les biens du clergé; que dans son administration, comme dans toutes les autres, on déguisoit l'état des biens par de fausses déclarations pour être moins imposé; que c'étoit dans la vue d'obtenir des renseignemens plus exacts qu'il avoit écrit, & non pour blâmer les opérations de l'assemblée; qu'enfin, si l'on étoit assez indiscret pour le penser, on n'étoit pas assez fort pour l'écrire.

M. Cazalés a dit que si les arrêtés étoient une partie de la

constitution, l'assemblée avoit déclaré de laisser sur cette question un voile religieux, & que dans le cas où ces arrêtés ne sont que des loix, il n'y avoit pas lieu à délibérer sur la motion de M. Barnave.

M. de Mirabeau réfutoit ce raisonnement, qu'il appelloit *une fin de non-recevoir*. Il disoit que si l'assemblée avoit jeté un voile religieux sur la grande vérité qu'une constitution n'a pas besoin d'être sanctionnée, c'étoit parce qu'on avoit cru que, dans la circonstance, cette vérité étoit dangereuse à énoncer, mais que le principe restoit toujours le même, & qu'il ne pouvoit jamais être abandonné. M. Renbel proposoit de discuter la question dans l'ordre du jour, & que les arrêtés seroient promulgués le lendemain, avant d'aller aux voix sur cette question de la durée du veto suspensif.

M. l'abbé Mauri, qui n'entend par constitution que le partage des pouvoirs, pensoit que les arrêtés du 4 août n'étoient que des objets de législation. Il en résulteroit même, selon lui, que le développement devoit en être fait, & qu'on devoit entendre sur ce point les membres de l'assemblée. Déplorant ensuite l'état de la France, & voyant que ceux qui paient sont armés, & que ceux qui doivent faire payer sont désarmés, il disoit que le moyen de rassurer le royaume, étoit de ne pas rendre légèrement des loix incohérentes, que ces loix ne doivent pas être le fruit de l'enthousiasme; que l'arrêté du 4, s'écrioit-il, soit soumis à nos délibérations, il n'y a point de subtilité dans une assemblée éclairée; vous ne voulez pas être juges & parties; je demande que l'ordre du jour soit suivi, & je dis que le veto suspensif seroit nul, si les membres de la première législature pouvoient être les mêmes à la seconde.

M. Pethion rétorquoit les argumens de M. l'abbé Mauri avec d'autant plus d'avantage qu'il parcouroit les divers articles du décret du 4, & qu'il prouvoit aussi que l'abolition du régime féodal, du privilège des provinces, des justices seigneuriales & l'admission à tous les emplois étoient vraiment constitutionnelles. Nous avons, disoit-il, comme on l'a dit tant de fois, jetté un voile religieux sur la question, si la constitution a besoin d'être sanctionnée; mais nous avons réservé d'y délibérer si le roi nous obligerait de lever ce voile. C'est un principe répandu dans l'assemblée que le roi ne peut pas refuser sa sanction aux arrêtés du 4. Ainsi, je crois qu'il faut attendre que le roi ait ordonné leur promulgation avant d'aller plus avant.

On demanda alors la *question préalable*, c'est-à-dire, de demander à l'assemblée s'il y avoit lieu à délibérer sur la motion de M. Barnave, mais M. Robert-Pierre a fait sentir le peu de fonnement de cette demande. Il est d'autant plus nécessaire, a-t-il ajouté, de prendre des moyens efficace pour la promulgation de ces arrêtés qui n'ont pas été envoyés avec celui qui a été publié pour la tranquillité publique, quoique ce fut le vœu de l'assemblée, le pouvoir exécutif a bien envoyé le premier & non les autres, quoique votre volonté fut connue. Ce fait est aussi vrai qu'extraordinaire, j'appuie la motion.

M. Tronchet traitoit la question préalable, en disant : « si le roi refuse, nous déciderons la question ; s'il ne refuse pas, comme je le crois, tout sera fait dans 24 heures, & la question devient inutile.

M. Chapelier disoit qu'il falloit promulguer, & non sanctionner ; que le roi avoit déjà approuvé positivement les arrêtés du 4 », lorsqu'il avoit eu l'honneur de les lui présenter sous les yeux de l'assemblée nationale.

M. Target insistoit sur cette assertion de M. Chapelier ; en rappelant les paroles de bonté que le Roi avoit prononcées dans cette circonstance , & pensoit qu'il n'y avoit plus que la formalité de la promulgation à remplir.

En effet , les débats pouvoient se borner à ce dilemme pressant ; les arrêtés du 4 sont des articles constitutionnels ou des actes de législation. S'ils sont constitutionnels , ils n'ont pas besoin d'être sanctionnés ; s'ils sont législatifs , le Roi les a approuvés devant l'assemblée nationale.

Mais ce n'étoit pas les principes qui arrêtoient la décision de cette question ; la manière de les poser a été la cause ou le prétexte des débats très-longes & très-orageux qui ont consumé le reste de la séance. Plusieurs membres ont cherché tour-à-tour à rallier les esprits ; on a fait naître de nouvelles questions du règlement , & M. le président a pris le parti de lever la séance en renvoyant à demain les diverses questions à décider.

Séance d'hier au soir.

On a long-temps débattu la forme avec laquelle on présenteroit à la sanction les fameux arrêtés du 4.

M. Prieur a proposé un mode qui n'a pas été adopté. La majorité des voix a été pour décider, que, conformément à l'arrêté de samedi au soir , M. le président étoit autorisé à se retirer de suite devers le roi , pour lui présenter les décrets du 4 août , & celui rendu pour les subsistances , pour être sanctionnés par sa majesté.

M. le président a lu la lettre de M. Hermand , garde national de Versailles , qui donne au trésor patriotique 5 louis , formant le cinquante-unième de sa fortune.

Un membre de l'école vétérinaire a offert cinq médailles d'or qu'il avoit eues pour prix. Il a préféré la couronne civique.

N. B. M. le cardinal de Rohan , depuis long - temps attendu à l'assemblée nationale , est venu enfin y prendre sa place samedi dernier. « Je n'oserois suspendre le cours de vos travaux importants , a-t-il dit , si mon cœur n'étoit vivement pressé de saussaire au mouvement de sa reconnaissance. Je dois vous témoigner mes regrets de ce que ma santé m'a forcé de différer à me rendre dans une assemblée dont le patriotisme rend les travaux & le zèle si chers à la nation. Veuillez recevoir l'hommage que j'ai l'honneur de vous offrir. » Les mêmes applaudissemens qui l'avoient accueilli à son entrée dans la salle , se sont renouvelés à la fin de son discours.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal , n^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent.

